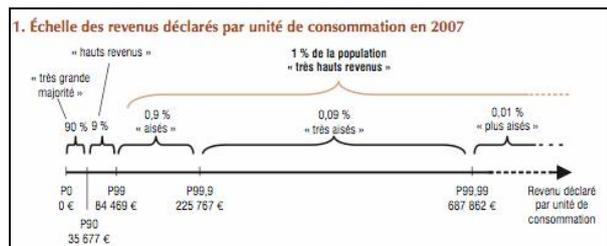


Revenus : des riches de plus en plus riches...

Martine Orange, *Mediapart*, 2 avril 2010

Dans un de ses derniers livres, *L'Amérique que nous voulons*, Paul Krugman, prix Nobel d'économie, pointait ce qui était, selon lui, au cœur du malaise américain: la rupture inégalitaire des revenus aux Etats-Unis. «*Même les revenus des Américains très instruits n'ont pas, dans la plupart des cas, beaucoup progressé au cours des trente dernières années. Les grands gagnants ont été les membres d'une élite extrêmement réduite: 1% de la population – le plus fortunée – voire moins encore.*»

1%, c'est ce chiffre aussi que retient l'Insee dans [sa dernière étude sur les revenus des ménages](#) pour cerner la population la plus riche en France. Et encore, l'hétérogénéité est forte: les plus hauts revenus en France en 2007 vont de 84.500 euros annuels à plus de 13 millions d'euros.

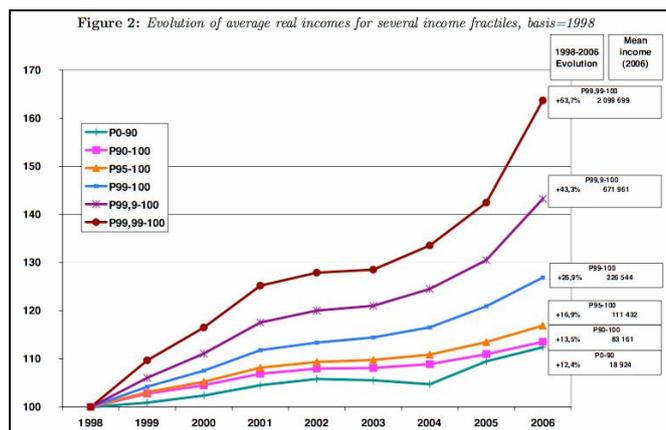


Répartition des revenus par déciles© INSEE

Les plus aisés – ceux qui gagnent 688.000 euros annuels et au-delà – représentent à peine 0,01% de la population, soit, selon les estimations de l'Insee, 5.800 personnes. A l'autre extrême, il y a huit millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 903 euros par mois.

«*La part du revenu total détenue par les seules personnes les plus aisées est très élevée au regard de leur poids dans la population. Alors qu'ils représentent 0,01% de la population, ils perçoivent 0,6% des revenus déclarés*», note l'Insee. Ce qui leur donne, selon ces calculs, un pouvoir économique 75 fois plus important que celui de la majorité de la population.

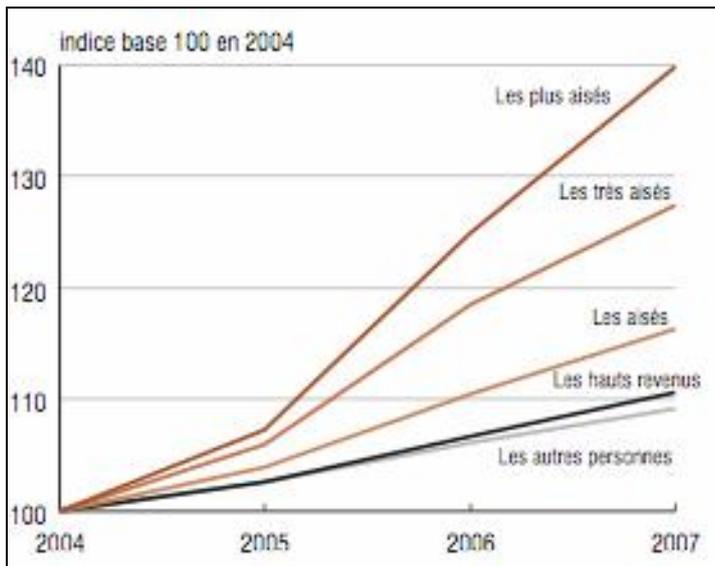
Cette infime minorité de la population a été la grande gagnante des deux dernières décennies. [Dans une étude](#), l'économiste Camille Landais avait montré la spectaculaire croissance des inégalités des revenus en France, entre 1998 et 2006. Pendant cette période, «*le revenu moyen des 0,1% ménages les plus riches a augmenté de 63,7%*», notait-il.



Des inégalités de revenus croissantes© camille Landais

Au cœur de la mécanique inégalitaire

Pour l'Insee, cette tendance n'a pas du tout été corrigée. «*Depuis 2004, le nombre de personnes riches est en forte augmentation.*» Le nombre des personnes gagnant plus de 100.000 euros constants par unité de consommation a crû de 28%, celui dépassant le seuil de 500.000 euros a augmenté de 70%.



Croissance des revenus entre 2004 et 2007 © INSEE

Leurs revenus ont considérablement augmenté. Alors qu'entre 2004 et 2007, l'ensemble de la population voit ses revenus progresser de 9% en moyenne, ceux des très aisés progressent de 20% et ceux des plus aisés de 39%. Ces deux dernières catégories, «*qui ne représentent que 0,1% de la population, ont profité de 4,6% de la croissance des revenus déclarés*», souligne le rapport.

Au cœur de cette mécanique inégalitaire réapparaît un constat maintes fois fait: entre le capital et le travail, le partage s'est gravement déformé. Et cette déformation ne cesse de profiter aux plus aisés.

Même si les revenus qu'ils touchent du travail sont très élevés – 178.000 euros en moyenne pour les aisés, 430.000 euros pour les très aisés et 1,48 million d'euros pour les plus riches –, même si ces derniers sont ceux qui ont le plus progressé ces dernières années comme le rappelait [le rapport Cotis](#), ce n'est pas là que se font les différences, que se creusent les inégalités. Mais sur les revenus du capital, comme l'écrit l'Insee: «*Les très hauts revenus ne constituent que 1% de la population mais représentent 5,5% des revenus d'activité, 32,4% des revenus du patrimoine et 48,2% des revenus exceptionnels déclarés.*»

Cette répartition n'est qu'une moyenne. Plus les revenus augmentent, plus le poids des ressources tirées du capital devient important: 32% des plus aisés perçoivent l'essentiel de leurs revenus du capital. Et ce sont ceux qui ont connu la plus forte augmentation: plus 46% pour les revenus du patrimoine, plus 55% pour les revenus exceptionnels sur la période entre 2004-2007. «*Les hauts et les très hauts revenus captent 72% de cette croissance*», relève l'Insee.

Dans ce partage, il convient de s'attarder un peu sur le poids des stock-options. En moyenne, les plus aisés ont perçu 1,6 million d'euros de gains sur la levée de leurs options contre 516.490 euros pour les très aisés, 175.794 pour les aisés. L'alignement des intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires, au cœur de la révolution libérale, a eu ses pleins effets: les dirigeants d'entreprise s'enrichissent sans contrainte.

Ces inégalités ne sont en rien corrigées par la fiscalité. «*Pour les revenus de 2007, la dernière tranche d'imposition, à laquelle est appliqué un taux d'imposition de 40%, concerne les revenus supérieurs au nombre de parts multiplié par 67.546 euros. En appliquant le barème progressif de l'impôt sur le revenu, les revenus des plus aisés devraient donc en grande partie être imposés à 40%*», déduit l'Insee. Or il n'en est rien. «*Pour les personnes très aisés et les personnes les plus aisées, le poids de l'imposition, même s'il est un peu plus important que pour les autres personnes à très hauts revenus, est de l'ordre de 25% seulement. Cela représente en moyenne 270.000 euros pour les personnes les plus aisées*», écrit le rapport, qui conclut: «*Les réductions d'impôt et déductions fiscales contribuent à diminuer le taux moyen d'imposition.*»

Ces chiffres viennent contredire toutes les théories agitées actuellement pour défendre le maintien du bouclier fiscal. Même avant son instauration, les plus riches avaient le droit à un régime fiscal de faveur. Leur faible imposition – tout comme celle des plus grandes entreprises – pose le problème majeur de l'injustice et de l'inefficacité de notre système fiscal.